Société ARGUMAT
S.A. au capital de 250 000 F
Siège social : 8 Clos des Mûriers
699970 MARENNES

R.C.S. : MONTEREAU B 343 572 996

STATUTS MIS A JOUR SUITE

A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 9 FEVRIER 1994

ARGUMAT
Société Anonyme au capital de 250 000 F
Siège social : 8 Clos des Mûriers
69970 MARENNES

S T A T U T S

LES SOUSSIGNES

Monsieur Antoine CARRASCO
né le 23 septembre 1960 à PUERTO LUMBERAS (Espagne)
demeurant 8 Clos des Mûriers - 69970 MARENNES

Monsieur François CARRASCO
né le 1er octobre 1962 à PUERTO LUMBERAS
demeurant 110 Place Claude Farrère - 69800 SAINT PRIEST

Monsieur Pascal CARRASCO
né le 31 août 1965 à SAINT PRIEST
demeurant 12 rue François Mansard - 69800 SAINT PRIEST

Monsieur José CARRASCO
né le 1er février 1938 à LORCA (Espagne)
demeurant 12 rue François Mansard - 69800 SAINT PRIEST

Monsieur José CARRASCO
né le 29 septembre 1967 à LYON 3ème
demeurant 12 rue François Mansard - 69800 SAINT PRIEST

Monsieur Richard RUIZ
né le 13 avril 1956 à VIENNE (Isère)
demeurant 25 Chemin de la Poterie - 38 ROUSSILLON

Monsieur Marcos DIAZ
né le 8 février 1951 à LORCA (Espagne)
demeurant 5 rue Louis Loucheur - 69800 SAINT PRIEST

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société Anonyme devant exister entre eux.

TITRE I : FORME - OBJET - DENOMINATION SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société Anonyme régie par la Loi du 24 juillet 1966 et les règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts, étant précisé qu'aux termes de l'A.G.E. du 9 février 1994, il a été décidé de transformer la société, qui revêtait, depuis sa constitution, la forme d'une Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, en Société Anonyme à Conseil d'Administration.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

"ARGUMAT"

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la société et destinée aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention "société anonyme" ou des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 3 - OBJET DE LA SOCIETE

La Société a pour objet :

Tant en France qu'à l'Etranger :

- Toutes opérations industrielles et commerciales, toutes prestations de services et tous conseils se rapportant au matériel, neuf ou d'occasion, de travaux publics et agricoles, de transport, de manutention, de travaux maritimes et fluviaux ; aux installations industrielles notamment de matières permières ; aux matières premières et aux matériaux de construction ; aux produits et composants industriels, finis ou semi-finis ; aux pièces de rechange de tous matériels ; au recyclage de charbon et déchets.

- la création, l'acquisition, la prise à bail, l'exploitation de tous fonds de commerce de même nature. Pour réaliser cet objet, la société pourra :

  * créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements industriels ou commerciaux, toutes usines, tous chantiers et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériel ;

  * obtenir ou acquérir tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays ;

  * et plus généralement faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rapporter directement ou indirectement, ou être utiles à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ;

  * elle pourra agir, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser directement ou indirectement, en FRANCE ou à l'Etranger sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet ;

* elle pourra prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères, ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 8 Clos des Mûriers - 69970 MARENNES

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, sur simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Des agences succursales et dépôts pourront être créés en tous lieux et en tous pays, par simple décision du Conseil d'Administration, qui pourra ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entendra.

ARTICLE 5 - DUREE - ANNEE SOCIALE

1 - La durée de la société est fixée à 99 années compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, elle peut être prorogée une ou plusieurs fois,sans que chaque prorogation puisse excéder quatre-vingt-dix-neuf ans ou être dissoute par anticipation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Conseil d'Administration devra provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout actionnaire après avoir vainement mis en demeure la société, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus prévues.

2 - L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

TITRE II : CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentaient des apports en numéraire et avaient été intégralement libérées de leur valeur nominale à la constitution, ainsi qu'il résultait du certificat délivré par le Crédit Lyonnais - 34 cours Blaise Pascal - B.P. 96 - 91003 EVRY, dépositaire des fonds établi sur présentation de la liste des actionnaires mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, certifiée sincère et véritable par Monsieur Christian PRIME, fondateur.

La somme totale versée par les actionnaires, soit DEUX CENT CINQUANTE MILLE francs (250 000 F), avait été déposée au Crédit Lyonnais à un compte ouvert au nom de la société en formation.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE (250 000 F).

Il est divisé en deux mille cinq cents (2 500) actions d'une seule catégorie de CENT FRANCS francs (100 F) chacune, libérées intégralement de leur valeur nominale.

2 - Chaque administrateur doit être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à 1 minimum.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

L'Assemblée Générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires si l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes et l'opération est alors réalisée soit par la voie de majoration du montant nominal des actions, soit par distribution d'actions gratuites.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Conseil d'Administration, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence, à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'Administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où la formation du capital est devenue définitive.

La libération peut avoir lieu par compensation avec des créances liquides ou exigibles contre la société.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - REDUCTION - AMORTISSEMENT DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

5 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre ou est soumise à autorisation du Conseil dans les conditions prévues au 3 ci-dessus.

6 - La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 3 ci-dessus.

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation aux Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts.

Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III : ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Composition :

La Société est administrée par un Conseil d'Administration de trois membres au moins et de douze au plus ou de quinze au plus, si les actions de la Société viennent à être admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs, sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il est en de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Un administrateur personne physique qui lorsqu'il accède à un nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

La condition d'ancienneté du contrat de travail n'est pas requise si la Société n'a pas elle-même deux années d'existence.

2 - Limite d'âge - Durée des fonctions :

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans ne peut excéder le tiers des membres du Conseil d'Administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années : elle expire à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Les administrateurs sont toujours rééligibles.

3 - Vacances - Cooptation :

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Toutefois, s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les Commissaires aux Comptes doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil d'Administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandant de son prédécesseur.

ARTICLE 16 - ACTIONS D'ADMINISTRATEURS

Chaque administrateur doit être propriétaire d'actions dont le nombre est fixé à 1 minimum.

Si au jour de sa nomination un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si en cours de mandat il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.

ARTICLE 17 - BUREAU DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le Président Directeur Général ne doit pas être âgé de plus de soixante-dix ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

ARTICLE 18 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle du Président de la séance est prépondérante.

ARTICLE 19 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, si elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toutes décisions qui limiteraient les pouvoirs du Conseil seraient inopposables aux tiers.

La compétence du Conseil d'Administration s'étend à tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale par la loi et par les présents statuts.

Le Conseil d'Administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

ARTICLE 20 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS - SIGNATURE SOCIALE

1 - Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la Direction générale de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées Générales et au Conseil d'Administration, ainsi que des dispositions de la loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Les décisions du Conseil d'Administration limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sous cette réserve, le Conseil d'Administration peut déléguer à son Président les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires qu'il souhaitera.

déléguer un administrateur dans les fonctions du Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

2 - Sur la proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux dans les conditions prévues par la loi.

Les Directeurs Généraux sont obligatoirement des personnes physiques. Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Le ou les Directeurs Généraux ne doivent pas être âgés de plus de soixante-dix ans. Si un Directeur Général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur la proposition du Président : en cas de décès, démission ou révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec son Président, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux Directeurs Généraux. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels les Directeurs Généraux ont les mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 21 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

2 - La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle du ou des Directeurs Généraux est déterminée par le Conseil d'Administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

3 - Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.

4 - Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux administrateurs autres que ceux investis de la Direction Générale et ceux liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la Loi.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs ou Directeurs Généraux sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la Loi.

Sont également soumises à autorisation préalable, les conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou Directeurs Généraux de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 23 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaire aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

TITRE IV : ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 24 - NATURE DES ASSEMBLEES

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 25 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'Assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un Journal d'Annonces Légales du département du siège social. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoqués dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

ARTICLE 26 - ORDRE DU JOUR

1 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la Loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée des projets de résolutions.

3 - L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 27 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de réunion.

2 - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée.

3 - Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

ARTICLE 28 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

1 - Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2 - Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil.

En cas de convocation par un Commissaire aux Comptes ou par un mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les deux actionnaires, présents et acceptant, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le Bureau ainsi constitué désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

3 - Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du Bureau et établis sur un registre spécial conformément à la Loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans le conditions fixées par la Loi.

ARTICLE 29 - QUORUM - VOTE

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressé, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

2 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

3 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'Administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 31 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en Société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit au vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

ARTICLE 32 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaire d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 33 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la Loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la Loi et les règlements.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 34 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.

ARTICLE 35 - INVENTAIRE - COMPTE ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux Lois et usages du commerce.A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code du Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et en état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la Loi.

Le cas échéant, le Conseil d'Administration établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 36 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la Loi. Ainsi, il est prélevé 5 p. 100 pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, L'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 37 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblées Générale, ou à défaut, par le Conseil d'Administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, à réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après le mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI - PERTES GRAVES - ACHAT PAR LA SOCIETE TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 38 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a ce lieu.

ARTICLE 39 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la Société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un Commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du Président du Conseil d'Administration.

Le rapport du Commissaire est mis à disposition des actionnaires. L'Assemblée Générale Ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en Bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 40 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel droit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en nom collectif nécessite l'accord de tous les actionnaires ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

ARTICLE 41 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la Loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution - qu'elle soit volontaire ou judiciaire - entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VII - CONTESTATIONS

ARTICLE 42 - CONTESTATION

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

TITRE VIII - CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 43 - NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Monsieur Antoine CARRASCO,
  né le 23 septembre 1960 à PUERTO LUMBERAS (Espagne),
  demeurant 8 Clos des Mûriers - 69970 MARENNES,

- Monsieur François CARRASCO,
  né le 1er octobre 1962 à PUERTO LUMBERAS (Espagne),
  demeurant 110 Place Claude Farrère - 69800 SAINT PRIEST,

- Monsieur Pascal CARRASCO,
  né le 31 août 1965 à SAINT PRIEST (Rhône),
  demeurant 12 rue François Mansard - 69800 SAINT PRIEST,

Sont nommés administrateurs de la Société pour une durée de six ans, qui prendra fin à l'issue de la première réunion d'une Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de la société qui se tiendra en l'an 2000. Chacun d'eux accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour l'exercice du mandat d'administrateur.

- Madame Dominique VETTERL,
  née le 11 décembre 1955 à PARIS,
  demeurant 75 Ter Avenue de Wagram - 75017 PARIS,

a été nommée Commissaire aux Comptes titulaire de la Société pour les six premiers exercices sociaux, lors de la constitution.

- Monsieur Jean-Louis AUQUE,
  né le 9 mai 1950 à MONTBELLIARD
  demeurant 4 rue Léon Cogniet - 75017 PARIS

a été nommé Commissaire aux Comptes suppléant de la Société pour les six premiers exercices sociaux, lors de la constitution.

Les Commissaires aux Comptes ont fait connaître à l'avance qu'ils accepteraient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

ARTICLE 44 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

1 - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.Cet état a été en outre tenu à la disposition des actionnaires dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

Ces engagements seront également repris par la Société par le fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 - Le ou les actionnaires investis de la direction générale de la Société sont, par ailleurs, expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements nécessaires à l'exploitation. Ces actes et engagements éventuels seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

4 - Pour obtenir l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, les administrateurs et, le cas échéant, le ou les Directeurs Généraux, sont tenus de déposer au Greffe du Tribunal de Commerce une déclaration dans laquelle ils relatent toutes les opérations effectuées en vue de constituer régulièrement la Société et par laquelle ils affirment que cette constitution a été réalisée en conformité de la Loi et des règlements. Cette déclaration est signée par ses auteurs ou par l'un ou plusieurs d'entre eux ayant reçu mandat à cet effet.

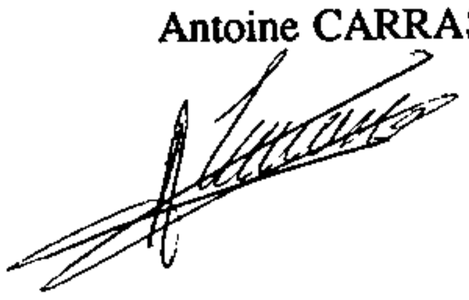
ARTICLE 45 - PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

Les formalités de publicité prescrites par la Loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la direction générale. est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

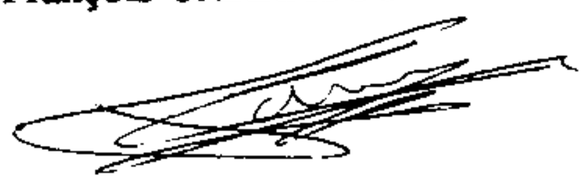
Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à LYON
Le 9 FEVRIER 1994
sur dix-huit pages

Antoine CARRASCO



François CARRASCO



Pascal CARRASCO



Société ARGUMAT
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 250 000 F
Siège social : 61 avenue Georges Clémenceau
77250 MORET SUR LOING

R.C.S. : MONTEREAU B 343 572 996

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS

DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 21 JANVIER 1994

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatorze
Et le vingt et un janvier à quinze heures quinze

Les actionnaires de la Société ARGUMAT,
au capital de 250 000 F,
dont le siège social se trouve 61 avenue Georges Clémenceau - 77250 MORET SUR LOING,

se sont réunis au siège social, sur convocation du Directeur Général Unique.

La séance est ouverte sous la Présidence de Monsieur Christian PRIME, Directeur Général Unique.

Sont nommés scrutateurs :

- Monsieur Michel CUREL, Président du Conseil de Surveillance,
- Madame Michèle PRIME, Membre du Conseil de Surveillance,

Le Bureau, ainsi constitué, nomme Monsieur Christophe ANSERMAUD comme Secrétaire de séance.

Le Président constate que les actionnaires présents ont signé la feuille de présence en entrant en séance et que l'Assemblée peut valablement délibérer, plus de la moitié des actions ayant le droit de vote étant réunie.

Madame Dominique VETTERL, Commissaire aux Comptes de la Société n'assiste pas à l'Assemblée.

Le Président rappelle que l'ordre du jour est le suivant :

ORDRE DU JOUR

1- Quitus au Directeur Général Unique des formalités de convocation.

2- Transfert du siège social.

3- Mise à jour corrélative des statuts.

4- Réception de la démission du Directeur Général Unique.

5- Pouvoirs.

L'ordre du jour étant rappelé, le Président met à la disposition de l'Assemblée les documents suivants :

- la feuille de présence de l'assemblée,
- les copies des lettres de convocation,
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Le Président ouvre la discussion et diverses opinions sont échangées.

Plus aucun participant ne demandant la parole, le Président clôt les débats et il est passé au vote.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale déclare :

- avoir été convoquée conformément aux statuts ainsi qu'aux règlements et lois en vigueur,
- avoir pu exercer ses droits de communication,
- donner quitus au Directeur Général Unique pour sa mission de convocation.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2500 voix pour,
- 0 voix contre,
- 0 abstentions,

2500 actions ayant participé au vote.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après en avoir délibéré, décide de transférer le siège social,

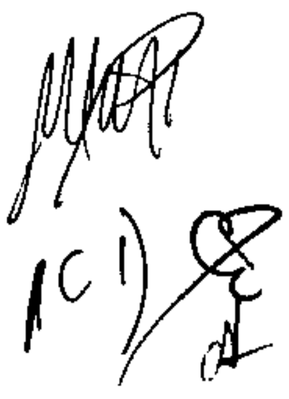
anciennement fixé : 61 avenue Georges Clémenceau - 77250 MORET SUR LOING

pour l'établir : 8 Clos des Mûriers - 699970 MARENNES

et ce, à compter du 1er Janvier 1994.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2500 voix pour,
- 0 voix contre,
- 0 abstentions,



2 500 actions ayant participé au vote.

TROISIEME RESOLUTION

Corrélativement à la décision ci-dessus, l'Assemblée Générale décide la mise à jour des statuts, en leur Article 4, comme suit :

Ancienne rédaction :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL :

Le siège social est fixé : 61 avenue Georges Clémenceau - 77250 MORET SUR LOING

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, sur simple décision du Conseil de Surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Nouvelle rédaction :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL :

Le siège social est fixé : 8 Clos des Mûriers - 699970 MARENNES

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, sur simple décision du Conseil de Surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2 500 voix pour,
- 0 voix contre,
- 0 abstentions,

2 500 actions ayant participé au vote.

QUATRIEME RESOLUTION

Monsieur Christian PRIME, par courrier adressé aux membres du Conseil de Surveillance le 24 décembre 1993 a donné sa démission de ses fonctions de Directeur Général Unique de la société.

En conséquence, le Conseil de Surveillance s'est réuni, ce jour, pour recevoir la démission de Monsieur PRIME et nommer, en remplacement, un nouveau Directeur Général Unique.

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Monsieur PRIME, lui donne quitus de sa gestion pour l'exercice écoulé, le remercie des soins qu'il a apporté aux affaires sociales et prend acte de la nomination de son remplaçant, Monsieur Antoine CARRASCO.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2500 voix pour,
- 0 voix contre,

MMP
AC) CB

- 0 abstentions,

2500 actions ayant participé au vote.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, donne pleins et entiers pouvoirs à Monsieur Antoine CARRASCO, aux fins d'effectuer toutes formalités relatives aux décisions qui viennent d'être prises.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2500 voix pour,
- 0 voix contre,
- 0 abstentions,

2500 actions ayant participé au vote.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 16 h

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.

Christian PRIME
Directeur Général Unique

Michèle PRIME
Scrutateur

Christophe ANSERMAUD
Secrétaire

Michel CUREL
Scrutateur

Société ARGUMAT
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 250 000 F
Siège social : 61 avenue Georges Clémenceau
77250 MORET SUR LOING

R.C.S. : MONTEREAU B 343 572 996

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

DU 21 JANVIER 1994

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre-vingt quatorze
Et le vingt et un janvier à quatorze heures

Les membres du Conseil de Surveillance de la société ARGUMAT,
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 250 000 F,
dont le siège social se trouve 61 avenue Georges Clémenceau - 77250 MOIRET SUR LOING,

se sont réunis au siège social sur convocation de leur Président.

D'après le registre de présence signé par les membres du Conseil à leur entrée en séance, sont présents :

- Monsieur Michel CUREL, Président.
- Madame Michelle PRINE, Membre du Conseil
- Monsieur Jean-Michel PRINE, Membre du Conseil.
- M

Le Conseil réunissant plus de la moitié de ses membres peut valablement délibérer.

La séance est présidée par Monsieur Michel CUREL, Président du Conseil de Surveillance.

Le Conseil constate que la Société n'employant pas cinquante salariés, n'a pas eu à constituer un Comité d'Entreprise.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour est le suivant :

ORDRE DU JOUR

1 - Réception de la démission du Directeur Général Unique.

2 - Nomination d'un nouveau Directeur Général Unique.

3- - Autorisation d'une convention de la nature de celles visées par l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

4 - Pouvoirs à donner.

5 - Questions diverses.

Après divers échanges d'opinions , le Conseil prend les décisions suivantes :

MCP JFP MC

1 - RECEPTION DE LA DEMISSION DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur Christian PRIME, par courrier adressé aux membres du Conseil de Surveillance le 24 décembre 1993 a donné sa démission de ses fonctions de Directeur Général Unique de la société, avec effet à compter de ce jour.

En conséquence, le Conseil de Surveillance prend acte de la fin de ses fonctions, lui donne quitus de sa gestion pour l'exercice écoulé et le remercie des soins qu'il a apporté aux affaires sociales.

2 - NOMINATION D'UN NOUVEAU DIRECTEUR GENERAL UNIQUE

A l'unanimité, est élu aux fonctions de Directeur Général Unique, pour une durée de trois ans :

Monsieur Antoine CARRASCO
né le 23 septembre 1960 à PUERTO LUMBERAS (Espagne)
demeurant 8 Clos des Mûriers - 69970 MARENNES,
de nationalité française.

Monsieur Antoine CARRASCO remercie les membres du Conseil de Surveillance de la confiance qu'ils lui témoignent et déclare accepter les fonctions de Directeur Général Unique qui viennent de lui être confiées. Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité ou interdiction et n'exercer aucune autre fonction susceptible de lui interdire d'assumer ce mandat.

La séance se poursuit sous la Présidence Monsieur Antoine CARRASCO.

3 - AUTORISATION D'UNE CONVENTION ARTICLE 101

Le Conseil de Surveillance autorise d'ores et déjà la conclusion d'une convention de la nature de celles visées par l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, pour le cas où l'Assemblée Générale Extraordinaire déciderait de transférer le siège de la société ARGUMAT, dans la juridiction du Greffe du Tribunal de Commerce de LYON. En effet, notre nouveau Directeur Général Unique, Monsieur Antoine CARRASCO dispose de locaux à MARENNES (69970), sis 8 Clos des Mûriers, dont il est propriétaire et, pour lesquels, il consentira un bail commercial à la société ARGUMAT dans les conditions suivantes :

Durée : neuf années, commençant à courir le premier janvier mil neuf cent quatre vingt quatorze pour se terminer le trente et un décembre deux mille deux.

Loyer : dix mille francs (10 000 F) par an, outre charges, payables par trimestre et d'avance et révisé annuellement à chaque date anniversaire de l'entrée en vigueur dudit bail.

4 - POUVOIRS

Le Conseil de Surveillance donne d'ores et déjà pleins et entiers pouvoirs à Monsieur Antoine CARRASCO d'effectuer toutes formalités requises suite aux décisions qui viennent d'être prises.

JPR

MC

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quinze heures.

De tout ce qui précède, délibéré à l'unanimité, il a été dressé le présent procès-verbal dont l'original est signé par le Président du Conseil de Surveillance et ses membres présents.

Michel CUREL
Président

M J.M. PRIET

M^me Michelle Prunier

M Jean-Marc Prunier

M

Société ARGUMAT
S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 250 000 F
Siège social : 8 Clos des Mûriers
, 699970 MARENNES

R.C.S. : MONTEREAU B 343 572 996

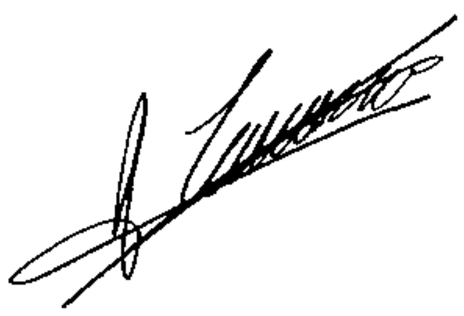
ETAT DES SIEGES SOCIAUX

1- 61 avenue Georges Clémenceau - 77250 MORET SUR LOING

2- 8 Clos des Mûriers - 699970 MARENNES

Fait à MARENNES
le 21 janvier 1994
sur une page
en DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Antoine CARRASCO
Directeur Général Unique



Société ARGUMAT
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 250 000 F
Siège social : 8 Clos des Mûriers
69970 MARENNES
R.C.S. : MONTEREAU B 343 572 996

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS

DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 9 FEVRIER 1994

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatorze
Et le neuf février à quinze heures

Les actionnaires de la Société ARGUMAT,
au capital de 250 000 F,
dont le siège social se trouve 61 avenue Georges Clémenceau - 77250 MORET SUR LOING,
se sont réunis au siège social, sur convocation du Directeur Général Unique.

La séance est ouverte sous la Présidence de Monsieur Antoine CARRASCO, Directeur Général Unique.
Monsieur Antoine CARRASCO étant le seul actionnaire présent, il n'est pas nommé de scrutateur et Monsieur Christophe ANSERMAUD est nommé Secrétaire de séance.

Le Président constate que l'actionnaire présent a signé la feuille de présence en entrant en séance et que l'Assemblée peut valablement délibérer, plus de la moitié des actions ayant le droit de vote étant réunie.

Madame Dominique VETTERL, Commissaire aux Comptes de la Société ayant été convoquée, est absente, excusée.

Le Président rappelle que l'ordre du jour est le suivant :

ORDRE DU JOUR

1- Quitus au Directeur Général Unique des formalités de convocation.

2- Abandon de la forme de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance pour adoption de la forme de Société Anonyme à Conseil d'Administration, sans autre modification.

3- Constatation des fins de mandats.

4- Nomination des premiers Administrateurs.

5- Pouvoirs à donner.

6- Questions diverses.

L'ordre du jour étant rappelé, la Présidente met à la disposition de l'Assemblée les documents suivants :

- photocopies des lettres de convocation,
- récépissés des lettres de convocation,

du 20.3.58)

- feuille de présence de l'assemblée,
- texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Le Président ouvre la discussion et diverses opinions sont échangées.

Plus aucun participant ne demandant la parole, le Président clôt les débats et il est passé au vote.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale déclare :

- avoir été convoquée conformément aux statuts ainsi qu'aux règlements et lois en vigueur,
- avoir pu exercer ses droits de communication,
- donner quitus au Directeur Général Unique pour sa mission de convocation.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2 500 voix pour,
- 0 voix contre,
- 0 abstentions,

2 500 actions ayant participé au vote.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide l'abandon de la forme de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance de la société pour adopter la forme de Société Anonyme à Conseil d'Admistration, sans aucune modification autre que celles qui résultent de la loi et des règlements, compte tenu de la forme adoptée par la société et sans création d'un être moral nouveau.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2 500 voix pour,
- 0 voix contre,
- 0 abstentions,

2 500 actions ayant participé au vote.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré et compte tenu de la résolution qui précède entraînant la disparition du Directoire, d'une part et du Conseil de Surveillance, d'autre part, constate la fin des mandats suivants :

Pour le Directoire :

(Gültig bis 31.3.55
du 20.3.55)

- Monsieur Antoine CARRASCO, en sa qualité de Directeur Général Unique.

Pour le Conseil de Surveillance :

- Monsieur Michel CUREL, Président du Conseil de Surveillance,
- Monsieur Jean-Claude PRIME, Vice-Président du Conseil de Surveillance,
- Madame Michèle MOREAU-PRIME, Membre du Conseil de Surveillance,
- Monsieur Jean-Michel PRIME, Membre du Conseil de Surveillance.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2 500 voix pour,
- 0 voix contre,
- 0 abstentions,

2 500 actions ayant participé au vote.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, prend acte des candidatures aux fonctions d'Administrateurs de :

- Monsieur Antoine CARRASCO
- Monsieur François CARRASCO
- Monsieur Pascal CARRASCO

Ceci exposé, l'Assemblée Générale décide d'élire en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années :

Monsieur Antoine CARRASCO
né le 23 septembre 1960 à PUERTO LUMBERAS (Espagne)
demeurant 8 Clos des Mûriers -69970 MARENNES

Monsieur François CARRASCO
né le 1er octobre 1962 à PUERTO LUMBERAS (Espagne)
demeurant 110 Place Claude Farrère - 69800 SAINT PRIEST

Monsieur Pascal CARRASCO
né le 31 août 1965 à SAINT PRIEST (Rhône)
demeurant 12 rue François Mansard - 69800 SAINT PRIEST

Les Administrateurs, ci-avant désignés, déclarent accepter les mandats qui viennent de leur être confiés en précisant qu'ils ne sont pas titulaires de plus de huit mandats d'administrateur et qu'ils ne sont frappés d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de leur interdire d'exercer leur mandat.

Ils s'engagent, par ailleurs, à acquérir et ce dans un délai de trois mois, une action au moins de la société. Passé ce délai, l'Administrateur qui ne se sera pas rendu acquéreur d'au moins une action, sera considéré comme démissionnaire d'office.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2 500 voix pour,
- 0 voix contre,

(Gültig ab 1.4.1956
bis 20.3.58)

- 0 abstentions,

2 500 actions ayant participé au vote.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée donne pleins et entiers pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre à jour les statuts, afin qu'ils soient en conformité avec le contenu des présentes et pour effectuer toutes formalités conséquentes.

Cette résolution mise aux voix est adoptée par :

- 2 500 voix pour,

- 0 voix contre,

- 0 abstentions,

2 500 actions ayant participé au vote.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à seize heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.

Antoine CARRASCO
Directeur Général Unique

Christophe ANSERMAUD
Secrétaire

Duplicata

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
de Lyon Nord le 24 FEV. 1994
F° 7 Bord. 54
REÇU – Dt DE TIMBRE 272 F
– Dts D'ENREGt 500 F
Signature : Le Receveur Principal,
G. BENEITO

[illegible]

[illegible]

[illegible]

(Décret pris [illegible]
du 20.3.58)

Société ARGUMAT
Société Anonyme au capital de 250 000 F
Siège social : 8 Clos des Mûriers
69970 MARENNES
R.C.S. : MONTEREAU B 343 572 996

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 9 FEVRIER 1994

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatorze
Et le neuf février à seize heures quinze

A l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire ayant décidé la transformation de la Société ARGUMAT de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance en Société Anonyme à Conseil d'Administration, les membres du Conseil d'Administration se sont réunis d'un commun accord au siège social, à l'effet de procéder à l'élection de leur Président.

Sont présents :

Monsieur Antoine CARRASCO, Administrateur,
Monsieur François CARRASCO Administrateur,
Monsieur Pascal CARRASCO, Administrateur,

Le Conseil, réunissant la présence effective de la totalité de ses membres peut valablement délibérer.

Après en avoir délibéré le Conseil prend les décisions suivantes ;

1 - ELECTION DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

A l'unanimité, Monsieur Antoine CARRASCO est élu Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'Administrateur.

Monsieur Antoine CARRASCO déclare accepter ces fonctions ; il déclare en outre qu'il satisfait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul du nombre de siège de Président du Conseil d'Administration ou de membre du Directoire ou de Directeur Général Unique d'une Société Anonyme.

La séance se poursuit sous la Présidence de Monsieur Antoine CARRASCO.

2 - POUVOIRS DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Monsieur Antoine CARRASCO, Président du Conseil d'Administration, assumera sous sa responsabilité la direction générale de la société.

A ce titre, et conformément à la loi, il aura vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en toute circonstance en nom de la société dans la limite de l'objet social sous réserve des pouvoirs légaux attribués aux assemblées d'actionnaires et de ceux réservés spécialement par la loi au Conseil d'Administration.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à seize heures quarante cinq.

AC PC FC

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal.

Antoine CARRASCO



François CARRASCO



Pascal CARRASCO



Société ARGUMAT
Société Anonyme au capital de 250 000 F
Siège social : 8 Clos des Mûriers
69970 MARENNES

R.C.S. : LYON B 343 572 996

DECLARATION DE CONFORMITE

(souscrite en application de l'article 6 alinéa 3 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, concernant leurs modifications)

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Antoine CARRASCO

Monsieur François CARRASCO

Monsieur Pascal CARRASCO

Agissant en qualité d'Administrateurs,

FONT LES DECLARATIONS SUIVANTES :

I- Alors que la société revêtait encore la forme de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, Monsieur Antoine CARRASCO a été nommé Directeur Général Unique pour une durée de trois ans, en remplacement de Monsieur Christian PRIME, le tout suivant décision du Conseil de Surveillance du 21 janvier 1994.

II- Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 21 janvier 1994, la collectivité des actionnaires a décidé ce qui suit :

II.1- Transfert du siège social :

Anciennement fixé à MORET SUR LOINGT (77250) - 61 avenue Georges Clémenceau, pour l'établir 8 Clos des Mûriers - 69970 MARENNES.

En conséquence, les statuts de la société, en leur article 4 ont été modifiés comme suit :

Ancienne rédaction :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL :

Le siège social est fixé : 61 avenue Georges Clémenceau - 77250 MORET SUR LOING

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, sur simple décision du Conseil de Surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Nouvelle rédaction :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL :

Le siège social est fixé : 8 Clos des Mûriers - 699970 MARENNES

FC

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, sur simple décision du Conseil de Surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

II.2- Forme juridique :

De transformer la Société ARGUMAT de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance en Société Anonyme à Conseil d'Administration, sans autre modification ni création d'un être moral nouveau.

II.3- Nomination des membres du Conseil d'Administration :

- Monsieur Antoine CARRASCO
  né le 23 septembre 1960 à PUERTO LUMBERAS (Espagne)
  demeurant 8 Clos des Mûriers - 69970 MARENNES

- Monsieur François CARRASCO
  né le 1er octobre 1962 à PUERTO LUMBERAS (Espagne)
  demeurant 110 Place Claude Farrère - 69800 SAINT PRIEST

- Monsieur Pascal CARRASCO
  né le 31 août 1965 à SAINT PRIEST (Rhône)
  demeurant 12 rue François Mansard - 69800 SAINT PRIEST

Les administrateurs ainsi désignés déclarent satisfaire à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul du nombre de siège d'administrateurs et de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes que peut occuper une même personne.

PUBLICITE

La décision de transfert du siège a été publiée dans le ressort du Greffe de MONTEREAU, dans le journal "LE MONITEUR DE SEINE-ET-MARNE" du 6 au 12 février 1994 .

Les autres modifications, sont parues dans le " LES PETITES AFFICHES LYONNAISES" du 25/02/94 , n° 9781 .

DEPOT

Sont déposés, avec la présente déclaration de conformité :

* deux exemplaires originaux, de l'A.G.E.du 21/1/94 ayant décidé le transfert du siège,
* deux exemplaires originaux du Conseil de Surveillance ayant nommé le nouveau Directeur Général Unique,
* deux exemplaires originaux, signés et enregistrés, de l'A.G.E.du 9/2/94, ayant décidé la transformation de la société,
* deux exemplaires du Conseil d'Administration ayant nommé le P.D.G.,
* deux exemplaires de la présente déclaration de conformité,
* deux exemplaires des nouveaux statuts,
* un justificatif de la publicité légale pour le ressort du Greffe de Montereau,
* un justificatif de la publicité légale pour le ressort du Greffe de LYON,
* un pouvoir,
* une déclaration M2 et M'.

K PC FC

AFFIRMATION

Les soussignés affirment que les opérations ci-dessus exposées ont été réalisées conformément aux dispositions légales, réglementaires et statutaires en vigueur.

Fait à LYON
le 18/02/94
sur trois pages
en deux exemplaires originaux

Antoine CARRASCO



François CARRASCO



Pascal CARRASCO

